



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de Moselle  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 19 avril 2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26 mars 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CARREFOUR HYPERMARCHÉS**

rue du Maillet  
57100 Thionville

Références : THIONVILLE\_CARREFOUR-HYPERMARCHES\_2024-04-15\_RAPVI-MED-AN-  
FF\_FCE\_26243  
Code AIOT : 0006208194

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 mars 2024 dans l'établissement CARREFOUR HYPERMARCHÉS implanté rue du Maillet BP 199 - 57100 Thionville. L'inspection a été annoncée le 18 mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARREFOUR HYPERMARCHÉS
- rue du Maillet BP 199 - 57100 Thionville
- code AIOT : 0006208194
- régime : déclaration avec contrôle
- statut Seveso : non Seveso
- IED : non

L'hypermarché Carrefour à Thionville a déclaré des installations de production de froid industriel nécessaire au commerce d'alimentation en produits froids et surgelés sous la rubrique 1185.

À ce titre, l'activité est notamment soumise aux dispositions :

- de l'arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°4802 (rubrique devenue la rubrique 1185 à compter du 25 octobre 2018) ;
- de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;
- du règlement européen (UE) 2024/573 du parlement européen et du conseil du 7 février 2024

relatif aux gaz à effet de serre fluorés, modifiant la directive (UE) 2019/1937 et abrogeant le règlement (UE) n°517/2014.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- Fluides frigo/SAO/GESF

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                | Référence réglementaire                                                                    | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|--------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2  | Contrôle périodique des ICPE                     | Arrêté ministériel du 04/08/2014 modifié, article 1.5 partiel                              | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |
| 7  | Contrôle périodique d'étanchéité des équipements | Arrêté ministériel du 29/02/2016, article 4 et article R.543-82 du code de l'environnement | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                          | Référence réglementaire                                       | Autre information |
|----|--------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Classement rubrique ICPE n°1185            | Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.512-68       | Sans objet        |
| 3  | État des stocks de fluides frigorigènes    | Arrêté ministériel du 04/08/2014 modifié, annexe I, point 3.3 | Sans objet        |
| 4  | Étiquetage des équipements                 | Arrêté ministériel du 04/08/2014 modifié, annexe I, point 3.2 | Sans objet        |
| 5  | Système de détection de fuites             | Règlement européen du 07/02/2024, article 6 partiel           | Sans objet        |
| 6  | Contrôle du système de détection de fuites | Règlement européen du 07/02/2024, article 6 partiel           | Sans objet        |
| 8  | Marque de contrôle – absence de fuite      | Arrêté ministériel du 29/02/2016, article 6                   | Sans objet        |

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative en procédant, notamment, au contrôle quinquennal pour ses activités d'emploi de gaz à effets de serre fluorés et de préparation de produits alimentaires d'origine animale par un organisme agréé.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Classement rubrique ICPE n°1185**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R.512-68 partiel                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...] lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. [...]                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection a constaté le jour de la visite que l'exploitant avait changé.<br>Une déclaration de changement d'exploitant à compter du 1er juin 2023 a été adressée par téléprocédure le 02 avril 2024 aux services préfectoraux du département de la Moselle pour les activités suivantes :<br>- distribution de carburants (station service) sous la rubrique de la nomenclature 1435-2 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- préparation de produits alimentaires d'origine animale sous la rubrique de la nomenclature : 2221-2</li> <li>- emploi de gaz à effet de serre fluorés dans des équipements clos en exploitation sous la rubrique de la nomenclature : 1185 - 2a.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 2 : Contrôle périodique des ICPE 'rubrique 1185'

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 04/08/2014 modifié, article 1.5 partiel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, contrôle périodique d'une installation DC                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R.512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention « le non respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p> <p>[...]</p> |
| <p><b>Constats :</b><br/> Aucun rapport relatif au contrôle périodique par un organisme agréé dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R.512-60 du code de l'environnement pour l'activité soumise à la rubrique 1185-2, emploi de gaz à effet de serre fluorés dans des équipements clos en exploitation, n'a été communiqué par l'exploitant au service de l'inspection.</p> <p>Pour l'activité relative à la préparation de produits alimentaires d'origine animale au titre de la rubrique 2221-2, le constat est identique.</p> <p>Cela constitue une non-conformité à la réglementation applicable. L'exploitant doit régulariser le non-respect de cette prescription réglementaire.</p>                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

#### N° 3 : État des stocks de fluides frigorigènes

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 04/08/2014 modifié, annexe I, point 3.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, équipements contenant des fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b><br/> L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p>                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Constats :</b><br/> Par courriels des 02 et 09 avril 2024, l'exploitant a transmis au service de l'inspection un inventaire précis des équipements au regard de ses activités de froid industriel. Ceux-ci sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une centrale négative utilisant du CO2 : activité non classée ;</li> <li>- une centrale positive utilisant des gaz à effet de serre fluorés, avec une quantité cumulée de fluides de 1152,5 kg, constituée par trois équipements (1125 kg de fluide R448A, 20kg de R404A-C et 7.5 kg de fluide R449A) : activité soumise à déclaration contrôlée.</li> </ul> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 4 : Étiquetage des équipements

|                                                                                                                                                                                                 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 04/08/2014 modifié, Annexe I, point 3.2                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, équipements contenant des fluides frigorigènes                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. |
| <b>Constats :</b><br>Un étiquetage visible sur la nature des fluides a été constaté visuellement par échantillonnage des équipements lors de l'inspection.                                      |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                    |

#### N° 5 : Système de détection de fuites

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6 partiel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, prévention des fuites de fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>1. Les exploitants des équipements énumérés à l'article 4, paragraphe 2, points a) à d), et contenant des gaz à effet de serre fluorés dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection de fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien. [...] |
| <b>Constats :</b><br>Lors du contrôle de l'équipement "centrale positive", le service de l'inspection a constaté l'affichage de la présence d'un détecteur de fuites sur l'équipement "centrale positive", seul équipement du site concerné par cette obligation.                                                                                                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 6 : Contrôle du système de détection de fuites

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 07/02/2024, article 6 partiel                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, prévention des fuites de fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...]<br>3. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à e), soumis au paragraphe 1 ou 2 du présent article veillent à ce que les systèmes de détection des fuites soient contrôlés au moins une fois tous les douze mois pour s'assurer de leur bon fonctionnement.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br>Par courriels des 2 et 11 avril 2024, l'exploitant a transmis au service de l'inspection, le rapport d'intervention annuel en date du 14 février 2024 relatif au détecteur de fuite permanent et les justificatifs attestant de son bon fonctionnement.                                                                                |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 7 : Contrôle périodique d'étanchéité des équipements**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 29/02/2016, article 4 et article R.543-82 du code de l'environnement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, prévention des fuites de fluides frigorigènes                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Article 4 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016</u><br>La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1 <sup>er</sup> est précisée dans le tableau suivant :<br>tableau non reproduit<br><br><u>Article R.543-82</u><br>L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement.<br>Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n°517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.<br>Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus.<br>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R.543-179 à R.543-206. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection, aucune fiche d'intervention (CERFA 15497*03) relative au contrôle périodique du contrôle d'étanchéité des équipements n'a pu être présentée.<br><br>Cela constitue une non-conformité à la réglementation applicable. L'exploitant doit régulariser sa situation, conformément aux dispositions de l'article R.543-82 du code de l'environnement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 8 : Marque de contrôle – absence de fuite**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 29/02/2016, article 6                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, marque de contrôle à apposer                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.<br><br>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.<br>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.<br><br>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène. |
| <b>Constats :</b><br>Lors de l'inspection, un contrôle visuel par échantillonnage a été effectué et a permis de constater la présence d'une vignette sur l'équipement "centrale positive" contenant 1125 kg d'un fluide de type R448A avec une date lisible échue de vérification (novembre 2023).<br><br>Par courriel du 09 avril 2024, l'exploitant a transmis au service de l'inspection une photographie de la pose d'une nouvelle vignette par un organisme de contrôle avec une date d'échéance fixée pour le mois de novembre 2024 en indiquant qu'il s'agissait d'un oubli du prestataire en charge de ce contrôle.                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Suite au constat relatif à l'absence de marques de contrôle à jour sur l'équipement "centrale positive", le service de l'inspection demande <u>à l'exploitant de lui transmettre sous un délai ne dépassant pas quinze jours</u> , les justificatifs des vignettes qui adhèrent sur les deux autres équipements dénommés "centrale surgelée" et "machine à glace" situés cour arrière de l'établissement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |